

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

SEPTIÈME ANNÉE N° 591 DU 18 JUIN 2012

1801/2012 : 211<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

## BONNE SEMAINE

### LA CITATION DE LA SEMAINE

« L'homme raisonnable s'adapte au monde. Celui qui est déraisonnable persiste à vouloir adapter le monde à lui-même. Aussi tout progrès dépend de l'homme déraisonnable ».

George Bernard Shaw

**LE G 20 EN RÉUNION**

**AU MEXIQUE**

**AU CHEVET DE**

**L'EUROPE**

**AVEC 64 %**

**D'ABSTENTIONS**

**AU 2<sup>e</sup> TOUR**

**UNE FAIBLE**

**LÉGITIMITÉ**

### LE G 20 EN RÉUNION AU MEXIQUE

Les dirigeants des pays riches et émergents du G20 ont entamé lundi vers 15H30 (21H30 GMT) un sommet à Los Cabos au Mexique, consacré notamment aux menaces que fait peser la crise européenne sur la croissance mondiale. Ce septième sommet du G20 a débuté après plusieurs rencontres bilatérales dans la matinée, dont une entre le président américain Barack Obama et son homologue russe Vladimir Poutine, au cours de laquelle les deux hommes ont trouvé de nombreux points d'accord quant à leur approche de la situation en Syrie, selon le président russe. Le président mexicain Felipe Calderon, hôte du sommet, a accueilli les chefs d'Etat et de gouvernement du G20 en soulignant que les yeux du monde étaient fixés sur nous. Notre responsabilité est de trouver des accords qui nous permettent de faire face à la conjoncture économique, mais surtout de travailler à la définition d'un agenda du futur, a-t-il dit. Une partie de la solution passe par le renforcement des institutions financières internationales, a jugé le président mexicain. Je suis confiant qu'avec la volonté de tous et de chacun, nous pouvons aspirer à trouver des consensus, par exemple élever la capacité de réponse du Fonds monétaire international. Les dirigeants et vingt pays les plus industrialisés et des puissances émergentes, I comptent bien mettre l'Europe sous pression pour qu'elle résolve la crise de la dette qu'elle traverse. Le groupe des vingt, qui représente plus de 80% de la production mondiale, entame une réunion de deux jours à Los Cabos, au Mexique, avec à la clef un plan d'action pour la croissance et l'emploi destiné à stimuler une croissance mondiale en perte de vitesse. Sans surprise, les marchés financiers réservent ce lundi un bon accueil au résultat du scrutin législatif grec, les partis grecs - Nouvelle Démocratie et Pasok - favorables aux mesures d'austérité en échange d'une aide étrangère ayant obtenu une majorité parlementaire. Ceci éloigne pour l'instant la perspective d'un éclatement de la zone euro, mais, comme cela a déjà été constaté à maintes reprises dans une crise de la dette qui dure depuis plus de deux ans, le répit pourrait n'être que de courte durée. Dans un entretien paru au cours du week-end, le président chinois Hu Jintao déclare que les membres du G20 devaient aborder la crise de la dette "d'une manière constructive et coopérative", ajoutant qu'il fallait "encourager et soutenir les efforts des Européens pour la résoudre". De son côté, le ministre des Finances japonais Jun Azumi a déclaré, lors de son arrivée à Mexico, que Pékin et Tokyo avaient convenu de "demander des efforts supplémentaires à la zone euro, notamment à l'Allemagne, étant donné qu'une stabilité en Europe est indispensable". Après avoir

privilegié des mesures à court terme face à la crise financière, les principales économies mondiales, et notamment l'Europe, doivent désormais entreprendre des réformes de plus grande ampleur pour favoriser la croissance et réduire le poids de la dette, estime pour sa part la Banque mondiale. Son président Robert Zoellick a de son côté appelé la zone euro à présenter rapidement un plan de refonte de son fonctionnement. "La question n'est plus tellement de savoir quel modèle choisissent les Européens. Il faut simplement qu'ils en choisissent un. Et vite", a-t-il dit dans un entretien accordé à plusieurs publications européennes, dont l'hebdomadaire allemand Der Spiegel. L'Allemagne, première économie de la zone euro, devrait être pressée de toutes parts pour se montrer moins intransigent sur l'application de mesures d'austérité en Europe avant tout programme favorisant la croissance. Après le résultat des élections législatives en Grèce, plusieurs membres du gouvernement allemand ont laissé entendre que des concessions étaient possibles dans l'application des mesures induites par le plan d'aide international à Athènes. La nette victoire des socialistes aux élections législatives françaises conforte enfin le président François Hollande, l'un des partisans européens les plus affirmés d'un "pacte de croissance" aux côtés du "pacte budgétaire européen". La Syrie, en proie à une nouvelle escalade de la violence, sera également au centre de l'attention des dirigeants du G20 lorsque le président américain Barack Obama rencontrera ce lundi le président russe Vladimir Poutine en marge du sommet. Washington reproche à Moscou de continuer à armer le gouvernement syrien tandis que la Russie, avec la Chine, freinent toute action contre le régime de Bachar al Assad.



## **A**FFAIRES NATIONALES

### **POLITIQUE**

#### **LA FRAGILE VICTOIRE DES CONSERVATEURS SOCIALISTES**

Comme au premier des élections coloniales, les guadeloupéens ne se sont guère mobilisés pour le 2<sup>e</sup> tour. On compte 64 % d'abstention c'est à dire 142886 personnes sur les 229638 inscrits sont restés chez eux. On compte aussi 6074 votes blancs ( 2, 64 % des inscrits ). Il n'y a eu que 82678 suffrages exprimés. Ceux qui ont été élus l'ont été par une minorité de citoyens. Leur légitimité est donc si faible que cette représentation aura bien du mal à entreprendre

pour la défense de la Guadeloupe et la transformation sociale . Ces représentants continuerons sans nul doute à défendre l'ordre colonial et la disparition par intégration de la Guadeloupe .

**LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE** , dans un communiqué, a pris acte du rapport de force qu'a engendré ces élections de renouvellement des dirigeants de l'empire français. Elle constate que les guadeloupéens continuent à ne pas se préoccuper des élections françaises malgré la terrible propagande des médias qui officient dans notre pays . Pendant le cycle politique qui vient de commencer , elle appelle les guadeloupéens à analyser avec minutie la dynamique et les nouveaux rapports de force politique et à redoubler d'efforts et d'imagination pour renforcer l'action de construction d'une Guadeloupe moderne , équitable , solidaire et souveraine seule alternative au discours et à la pratique des conservateurs socialistes de l'ordre colonial qui ambitionnent tout simplement de dissoudre notre pays et son peuple pour mieux l'arrimer à la France .

**PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION**



## **AFFAIRES INTERNATIONALES**

**SOCIÉTÉ MONDIALE**

**POUR UNE ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT , MODÈLE 3.0**

Les écarts du revenu moyen par habitant entre les différents pays étaient faibles jusqu'à la Révolution industrielle. A partir de ce moment-là ils se sont creusés, quelques pays occidentaux industrialisés parvenant rapidement à dominer le monde sur le plan économique et politique. Avant même la crise financière qui a éclaté en 2008, l'économie mondiale s'était transformée à nouveau. Jusqu'en 2000, les pays du G7 représentaient les deux tiers du PIB mondial, mais aujourd'hui la Chine et quelques grands pays en développement sont devenus les moteurs de la croissance mondiale. Et bien que l'on parle de la montée en puissance du continent asiatique, au cours des dernières décennies c'est seulement dans quelques pays d'Asie de l'Est que le revenu moyen par habitant a fait un bond. De 1950 à 2008, seuls 28 pays (dont seulement 12 non-occidentaux) ont réduit de 10 points de pourcentage, ou même davantage, l'écart entre leur revenu moyen par habitant et celui des USA. Durant la même période, dans plus de 150 pays le revenu par habitant est resté faible ou moyen. Réduire l'écart avec les pays industrialisés à haut revenu reste le grand défi. Dans la période post-coloniale qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale, le paradigme de développement dominant était une forme de structuralisme : l'objectif était de changer la structure industrielle des pays pauvres afin qu'elle ressemble à celle des

pays riches. En général les structuralistes conseillaient aux gouvernements une stratégie de substitution aux importations avec intervention du secteur public pour pallier aux "défauts du marché". Appelons cela "l'économie du développement 1.0". Les pays qui y ont adhéré ont connu au début un succès grâce aux investissements, mais il a été suivi par des crises répétées et la stagnation. La pensée sur le développement a ensuite adopté le point de vue néolibéral du Consensus de Washington : les privatisations, la libéralisation des marchés et la stabilisation convaincraient les pays en développement de suivre l'exemple des pays avancés et d'adopter l'économie de marché qu'ils auront idéalisé. Appelons cela "l'Economie du développement 2.0". Le résultat des réformes liées au Consensus de Washington a été au mieux mitigé, certains économistes ont même qualifié les années 1980 et 1990 de "décennies perdues" pour beaucoup de pays en développement. Compte tenu de la pauvreté persistante de ces derniers, les donateurs bilatéraux et la communauté impliquée dans le développement mondial ont privilégié l'éducation et la santé, tant pour des raisons humanitaires que pour stimuler la croissance. Mais la mise en application des programmes correspondants a été décevante, aussi la priorité est-elle passée à l'amélioration de l'efficacité des différents programmes - avec des chercheurs et des chercheuses comme Esther Duflo du laboratoire d'action contre la pauvreté du MIT qui a innové en utilisant une méthode d'expérimentation aléatoire. J'appelle cela "l'Economie du développement 2.5". Mais à en juger par l'expérience de l'Afrique du Nord où l'éducation a fait de grands progrès sous l'égide des anciens régimes, mais n'a pas réussi à stimuler la croissance et à créer les emplois voulus pour la jeunesse éduquée, la validité de cette stratégie de développement est douteuse. L'Asie de l'Est et d'autres pays qui ont atteint une croissance dynamique et se sont industrialisés n'ont pas suivi une stratégie de substitution des importations par la production locale, mais la voie d'une croissance tirée par les exportations. De la même manière, des pays comme l'île Maurice, la Chine et le Vietnam n'ont pas voulu d'une libéralisation rapide (la thérapie de choc) prônée par le Consensus de Washington. Ils ont adopté une approche graduelle fondée à la fois sur le soutien aux exportations et sur la restriction des importations (avec souvent de mauvais résultats selon divers indicateurs de gouvernance). Ces deux groupes de pays ont accompli de grands progrès en matière d'éducation, de santé, de réduction de la pauvreté, ainsi que dans d'autres domaines relevant du développement humain. Aucun d'entre eux n'a eu recours à l'expérimentation aléatoire pour concevoir sa politique sociale ou économique. Il nous faut maintenant une "économie du développement 3.0". Pour y parvenir nous devons comprendre les déterminants de la structure économique. N'oublions pas qu'Adam Smith a appelé son principal ouvrage Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations. Dans cette perspective, le développement économique devrait se bâtir sur une étude de la nature et des causes de la croissance économique moderne - autrement dit sur un changement structurel du processus de développement économique. Jusqu'à présent la pensée sur le développement s'est focalisée sur ce que les pays en développement n'ont pas (une industrie nécessitant de gros investissements), sur les domaines dans lesquels les pays développés réussissent le mieux (les mesures liées au Consensus de Washington et la gouvernance) ou sur les domaines importants du point de vue humanitaire, mais qui ne contribuent pas directement au changement structurel (santé et éducation). Dans mon livre *New Structural Economics* [Nouvelle économie structurelle], je propose de mettre l'accent sur ce que les pays en développement savent faire (leurs avantages comparatifs) . Si la dynamique du changement structurel commence là, le succès appellera le succès. Dans notre monde globalisé, la structure industrielle optimale d'un pays (dans laquelle toutes les industries sont adaptées aux avantages comparatifs dont il dispose et sont compétitives tant sur le plan intérieur qu'extérieur) dépend de

ses atouts. Il faut un marché efficace pour encourager les entreprises nationales à choisir leurs investissements en fonction des avantages comparatifs de leur pays. Si les entreprises d'un pays peuvent faire cela, son économie deviendra compétitive, le capital s'accumulera rapidement, la structure et le domaine de ses avantages comparatifs changeront. Il devra alors rénover sa structure industrielle pour l'adapter à des investissements plus importants. La rénovation industrielle et la diversification économique supposent des entreprises pilotes qui se lancent dans le changement, des progrès dans le domaine de la formation professionnelle, de la logistique, du transport et de l'accès aux moyens financiers, ainsi que d'autres changements dont beaucoup dépassent les capacités de ces entreprises. L'état doit les encourager, fournir les moyens nécessaires et coordonner les investissements privés voulus. Par définition, le changement structurel est innovateur. Les pays en développement pourraient tirer avantage de leur retard en suivant l'exemple des changements structurels qui ont déjà eu lieu dans les pays riches. En se basant sur l'expérience des pays qui ont réussi et sur la création du cadre voulu pour faciliter l'adaptation du secteur privé à leurs avantages comparatifs, ils pourraient atteindre un taux de croissance de 8% (ou davantage) durant des dizaines d'années et parvenir à un revenu par habitant de niveau moyen ou même élevé en une ou deux générations.

**Traduit de l'anglais par Patrice Horovitz**

**Justin Yifu Lin est ancien économiste en chef de la Banque mondiale, professeur d'économie à l'Ecole nationale pour le développement (Centre pour la recherche économique, CCER) de l'université de Pékin. Son dernier livre s'intitule New Structural Economics.**

## **OCCIDENT**

### **LA GRÈCE A VOTÉ**

Dimanche soir, les conservateurs de la Nouvelle Démocratie (ND), proeuropéens déclarés, ont gagné les élections législatives en Grèce. Grâce au bonus de cinquante députés que la Constitution accorde à toute liste arrivée en tête dans ce scrutin à la proportionnelle, la ND, qui a recueilli 30,1% des voix, se retrouvera avec 130 députés au Parlement, qui en compte 300 en tout. La Grèce est en mesure de former ces prochains jours un gouvernement de coalition autour du dirigeant conservateur Antonis Samaras, dont la victoire dimanche à des législatives décisives pour l'avenir du pays dans la zone euro, a été saluée par plusieurs dirigeants européens. Cette élection pleine de suspense a maintenu en haleine aussi bien les milieux financiers que les gouvernements des pays de la zone euro, qui craignaient une sortie précipitée de la Grèce du club, si le candidat de la gauche radicale anti rigueur Alexis Tsipras, l'emportait. Aussi, soulagés par le vote grec, les dirigeants européens ont tendu la main à Athènes dès dimanche soir pour faciliter la mise en oeuvre des réformes et la formation d'un gouvernement de droite pro-euro. Les ministres des Finances du G7 ont ainsi souhaité le maintien de la Grèce dans la zone euro: «nous sommes disposés à travailler avec le prochain gouvernement de la Grèce et sommes persuadés qu'il est dans l'intérêt de tous que la Grèce reste dans la zone euro tout en respectant ses engagements», selon un communiqué du groupe des sept puissances économiques. Les dirigeants européens, membres du G20, se sont également entretenus dimanche par téléphone avant le début lundi du sommet du G20 de Los Cabos au Mexique, a déclaré le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy. Les bourses asiatiques ont

de leur côté ouvert en forte hausse lundi matin. Selon des résultats officiels portant sur 85% des voix exprimées, la Nouvelle Démocratie, dirigée par M. Samaras, a obtenu 29,96% des voix, soit 130 sièges sur les 300 du parlement, en bénéficiant de la prime de 50 sièges accordée par la loi électorale au premier parti.

## **ASIE**

### **LA CHINE RÉUSSIT SON PREMIER RENDEZ VOUS SPATIAL**

Le «Vaisseau divin» Shenzhou IX s'est amarré ce matin pour la première fois au module orbital Tiangong-1 avec, à son bord, trois taïkonauts dont Liu Yang, première femme chinoise à voler dans l'espace. La Chine a mené à bien lundi 18 juin au matin son premier rendez-vous spatial avec des astronautes à bord, en mode automatique, un peu plus de sept mois après être parvenue à réaliser cette prouesse technique avec deux vaisseaux inhabités. Le «Vaisseau divin» Shenzhou IX, qui avait décollé samedi de la base de Jiuquan dans le nord ouest du pays avec trois astronautes, dont une femme,, s'est amarré au module Tiangong-1 («Palais céleste») peu après 02h00, heure de Guadeloupe. Au cours de sa mission prévue pour durer 13 jours, l'équipage de Shenzhou devra encore réaliser un amarrage manuel, une autre première pour la Chine. Parmi les trois astronautes à bord de Shenzhou IX se trouve Liu Yang, première Chinoise envoyée dans l'espace, assurée de devenir une héroïne pour plus d'1,3 milliard de ses concitoyens. Le 29 septembre 2011, une fusée Longue Marche 2F avait lancé Tiangong-1, premier module de station orbitale chinoise. Le 3 novembre, la Chine avait effectué son premier «baiser spatial» en réussissant l'amarrage de Tiangong-1 et du vaisseau Shenzhou VIII, qui, lui, était inhabité. Shenzhou VIII s'était ensuite séparé de Tiangong-1 avant de s'unir de nouveau à ce module le 14 novembre. Tiangong-1 était resté dans l'espace après le désamarrage de Shenzhou VIII et a abaissé son orbite début juin pour se mettre en position de recevoir Shenzhou IX. La maîtrise des rendez-vous spatiaux à environ 28.000 km/h en orbite basse autour de la Terre est une étape cruciale dans la conquête de l'espace. Un exploit que Russes et Américains ont réalisé dès les années 1960... «L'aspect symbolique prime largement sur les questions d'ordre technologique» souligne Emmanuel Puig, chercheur au Asia Centre, à Paris, associé au CNRS. Pour ses dirigeants, il s'agit de montrer au monde que la Chine n'est pas qu'une vaste réserve de main d'œuvre mais qu'elle est aussi capable de réaliser ce type de prouesse de manière très nationale. Même si la technologie est russe à l'origine, les militaires ont développé le programme spatial chinois sans aucun contact avec l'extérieur.» L'objectif vise à doter l'Empire du Milieu, dans les dix ans, d'une station orbitale dans laquelle un équipage peut vivre en autonomie durant plusieurs mois, comme l'ancienne station russe Mir ou l'actuelle Station spatiale internationale (ISS). «A moyen terme cependant la question de la compatibilité de la technologie chinoise avec celle des Américains ou des Russes va néanmoins se poser, notamment lorsqu'il s'agira de développer de futures coopérations internationales», conclut Emmanuel Puig.

**PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA**

## ASIE

La Bourse de Tokyo a fini en nette hausse lundi, dépassant les 8.700 points pour la première fois depuis un mois, soulagée par les élections législatives en Grèce qui ont vu la victoire des partis favorables à l'austérité. L'indice Nikkei a gagné 151,70 points (+1,77%) à 8.721,02 points et le Topix a pris 12,24 points (+1,68%) à 738,81 points. Hong Kong gagne 1,5%, le Shanghai Composite avance de 0,7%, et Taiwan, Séoul et Sydney bondissent de près de 2%. La victoire des conservateurs grecs a éloigné le spectre d'une sortie de la Grèce de la zone euro, ce qui a provoqué un retour des investisseurs vers les valeurs les plus risquées comme les financières et les minières contre les titres plus défensifs comme les services aux collectivités.

## ÉTATS UNIS

La Bourse de New York a terminé sans direction lundi, tiraillée entre des incertitudes macroéconomiques très fortes des deux côtés de l'Atlantique et un secteur technologique reprenant de la vigueur: le Dow Jones a cédé 0,20% tandis que le Nasdaq a pris 0,78%. Selon les chiffres définitifs à la clôture, le Dow Jones Industrial Average a reculé de 25,35 points à 12.741,82 points, tandis que le Nasdaq, à dominante technologique, a avancé de 22,53 points à 2.895,33 points. L'indice élargi Standard & Poor's 500 a grappillé 0,14% (+1,94 point) à 1.344,78 points. Après une ouverture en baisse, les grands indices de la place new-yorkaise se sont rapprochés de l'équilibre après la publication d'un indicateur de bon augure pour l'activité du secteur immobilier aux États-Unis. L'indice vedette de Wall Street est toutefois reparti dans le rouge, victime notamment des incertitudes croissantes en Europe.

## EUROPE

La défiance était de retour lundi sur les principales places financières, les inquiétudes à propos de l'Espagne ayant repris le dessus après un bref soulagement engendré par la victoire de la droite pro-européenne aux élections en Grèce. Après avoir ouvert en hausse, la tendance s'est rapidement retournée sur les marchés boursiers européens. A la clôture, le constat est sévère. Madrid cède 2,96%, Milan 2,85% et Paris réussit à limiter les dégâts (-0,69%). Londres et Francfort grignotent respectivement 0,22% et 0,30%.

## CHANGE

L'euro perdait un peu de terrain face au dollar lundi, effaçant les quelques gains engrangés après la victoire de la droite conservatrice aux élections législatives grecques, dans un marché optant pour la prudence alors que s'ouvrait un sommet des chefs d'état du G20. Vers 13H00, l'euro valait 1,2593 dollar contre 1,2644 dollar vendredi à 21H00 GMT. L'euro se stabilisait face au yen, à 99,56 yens contre 99,47 yens vendredi soir. Le dollar montait face à la devise nippone, à 79,06 yens contre 78,67 vendredi. Vers 13H00 GMT, la livre britannique se stabilisait face à l'euro, à



80,50 pence pour un euro, et reculait face au billet vert, à 1,5641 dollar, après avoir atteint un sommet depuis un mois (1,5793 dollar). La devise helvétique se stabilisait face à l'euro, à 1,2010 franc suisse pour un euro, et baissait face au billet vert, à 0,9538 franc suisse pour un dollar, après avoir grimpé à son plus haut niveau depuis un mois, à 0,9371 franc. L'once d'or a fini à 1.623,50 dollars au fixing du matin contre 1.622,25 dollars vendredi soir. La devise chinoise a terminé à 6,3575 yuans pour un dollar contre 6,3653 yuans vendredi.

## **MATIÈRES PREMIÈRES**

Les cours du pétrole ont terminé en baisse lundi, effaçant leurs gains du début de séance, la perspective d'un gouvernement favorable aux mesures d'austérité en Grèce ne suffisant pas à apaiser les craintes croissantes d'une contagion de la crise de la dette en zone euro. À la lumière des résultats du scrutin grec, qui éloigne temporairement le spectre d'un éclatement de l'union monétaire, une action concertée des banques centrales pour apaiser les marchés ne semble plus d'actualité, tandis que les investisseurs redoutent toujours l'impact des tensions en Europe sur la demande mondiale d'or noir. Les négociations tendues autour du programme nucléaire de Téhéran, qui ont repris lundi à Moscou pour deux jours, ont cependant constitué un soutien pour les cours du brut. Sur le Nymex, le contrat juillet sur le brut léger américain (WTI) a fini sur une perte de 0,76 dollar, soit 0,90%, à 83,27 dollars le baril. De son côté, le Brent a terminé en repli de 1,60%, cédant 1,56 dollar à 96,05 dollars le baril.

**PRÉPARÉE PAR VALENTIN FÉLIX**



## **LES TABLEAUX DE BORD SOCIAUX**

Des tableaux de bord sociaux, pour qui, pour quoi ? La mesure de l'activité actuelle permet aux entreprises et à leurs décideurs de bâtir une vision pour l'avenir et de déployer des plans d'actions associés dans le but d'améliorer l'existant. Ces indicateurs sociaux témoignent également de la véracité et de l'efficacité des politiques mises en place. De façon très similaire, le médecin aura des difficultés à poser un diagnostic et à choisir un remède adapté sans prendre les constantes de son patient (rythme cardiaque, température...). Avoir à disposition et suivre des indicateurs sociaux présentent un intérêt à plusieurs facettes : favoriser l'intégration d'une nouvelle direction en fournissant quelques chiffres clés sur le(s) service(s) encadrés ; sensibiliser et proposer des solutions à des situations factuelles « chiffrées » (absentéisme, turn-over, etc ..) ; disposer d'un niveau rapide d'informations comparées selon les axes voulus : périodicité, métier, activité, etc ... mais aussi analyser les effets d'une stratégie décidée et mise en place. Les tableaux de bord sociaux sont toujours et de plus en plus indispensables .En 3 mots, les tableaux de

bord sociaux vont vous permettre de : décider, piloter, décliner les stratégies. Mais comment s'y prendre, quels indicateurs et pour qui ? Un bon indicateur c'est un indicateur : UTILISABLE EN TEMPS REEL, SYNTHETIQUE, PERTINENT (L'indicateur doit induire l'action). Un tableau de bord d'indicateurs sociaux doit-être : attrayant, favoriser une lecture aussi immédiate que possible, livrer une seule information par représentation, donner les définitions quand c'est nécessaire.

### **Exemples d'indicateurs destinés à la Direction générale :**

Coût du capital humain : Masse salariale/effectif

Coût de l'absentéisme : Nombre de jours d'absences subies/217=ETP en absence

Effet d'effectif : Evolution de la masse salariale du fait des entrées et sorties sur une période. L'effet d'effectif engendre un report positif ou négatif.

Turn over : Nombre de CDI partis/effectif moyen mensuel CDI

Indicateurs Compétences/formation : Dépenses des coûts pédagogiques formation par domaine, nombre de salariés formés par catégorie.

### **Exemples d'indicateurs destinés aux managers :**

Absentéisme : Nombre de jours d'absences subies par motifs pour l'équipe concernée

Coût de l'absentéisme : Nombre de jours d'absences subies de l'équipe/217=ETP en absence

Turn over : Nombre de CDI partis/effectif moyen mensuel CDI et détail du type d'absence : essai non concluant, démission, rupture conventionnelle...

### **Exemples d'indicateurs destinés aux IRP :**

Egalité professionnelle : Répartition hommes/femmes par catégorie, type de contrats, nombre de promotions, nombre de temps partiels

Séniors : Nombre d'embauches de plus de 50 ans, nombre d'entretiens de seconde partie de carrière

Rémunération : Part de la rémunération périphérique, salaire moyen hommes/femmes par catégorie, rapport entre les 10 plus hautes rémunérations et les 10 plus basses

En mettant en place des indicateurs RH clés, vous mesurez la performance de la fonction RH, vous évaluez vos ressources humaines, vous pilotez la stratégie RH de votre entreprise....et donc vous contribuez à la mise en œuvre de la stratégie globale ! Alors, dès maintenant, construisez votre tableau de bord social et communiquez ces indicateurs pour vous rendre visible auprès de votre Direction, vos managers, vos collaborateurs...!

**PRÉPARÉE PAR ROMUALD MYRIAM**



## T ABLEAU DE BORD

### LE SMIC:

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2012 à **9,22 €** soit **1398,37 € brut mensuel** sur la base de la durée légale de travail de 35 heures hebdomadaire.

Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1654,37 € brut mensuel** dont 254€ de prime BINO.

### INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION:

L'indice du coût de la construction (ICC), s'élève au 4e trimestre 2011 à 1.638 points soit une augmentation annuelle de 6,85 %. Au quatrième trimestre 2011, l'indice des loyers commerciaux s'établit à 106,28. Sur un an, il est en hausse de 3,26 %.

### POPULATION

POPULATION:2010: 407 205 habitants

#### OFFRE

PIB 2010 : 8,9

IMPORTATIONS 2010: 2,5

RESSOURCES TOTALES : 11,4

### DEMANDE

CONSOMMATION 2010:10,3

INVESTISSEMENT 2010 : 0,8

EXPORTATIONS 2010 : 0,3

TOTAL : 11,4

### PRIX

AVRIL 2012 : 1,9% SUR UN AN (1,6 % SUR UN AN EN MARS )

### EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI EN AVRIL : 64.610  
OFFRE D'EMPLOI EN AVRIL : NC

## **NOMBRE D'ENTREPRISES**

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES MARS 2012 : 542

## **OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**

# LA NATION

**PUBLICATION DU GROUPE MEDIA CARAÏBE :** 22 BIS  
**RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**



**INTERNET :** SITE INTERNET : <http://guadeloupeconvention.typepad.com> ;  
**FACEBOOK** <http://www.facebook.com/pages/La-Nation/157867524265289>

## **RÉDACTION**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**  
COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila;

## **ADMINISTRATION :**

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES  
COORDONNATEUR ADMINISTRATIF:

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info



**Pensez ENVIRONNEMENT : n'imprimez que si nécessaire**

